



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 27 Décembre 2011

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Coupe des nations

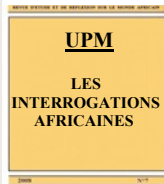
Entretien avec
Louis Dominici
Ancien ambassadeur

La conférence de Durban sur le climat

Présidentielles en RDC

Télégrammes Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescachiersdelafrique.fr

COUPE DES NATIONS



La coupe d'Afrique des nations, événement majeur du football africain et mondial, s'ouvrira en février 2012 au Gabon et en Guinée Équatoriale. Ces deux pays voisins sont en train d'achever les importants travaux que l'évènement nécessite : notamment deux grands stades au Gabon - un à Libreville, presque entièrement financé par la Chine et un autre à Franceville - ; deux stades également en Guinée Équatoriale - l'un à Malabo, l'autre à Bata - ; des voies de circulation et des aires de parking ; des logements et des hôtels.

Les deux pays que tout rapproche - la contiguïté géographique, des liens ethniques et une économie portée par le pétrole - mais qui ont encore un différend territorial au sujet de l'île de Banié, ont là une belle occasion populaire de coopérer.

Les contacts entre les autorités sont en tout cas plus fréquents que jamais et la volonté de réussir ensemble est évidente.

ÉDITO

Dialoguer avec l'Islam

tuels dominants de l'Europe occidentale, acceptée par les politiques, et reprise à l'envie par les médias, a beaucoup trop servi et pèse encore sur les esprits.

Comme c'était déjà le cas en Turquie, des partis politiques se référant à l'Islam sont entrés en nombre en 2011, dans les plus hauts cercles du pouvoir, en Égypte, en Libye, en Tunisie et au Maroc.

Si les Occidentaux veulent, comme il se doit, dialoguer avec les dirigeants ainsi démocratiquement élus, ils devront se montrer plus positifs à l'égard de l'Islam qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. En effet, la théorie du « danger islamiste » développée par les intellec

L'Union européenne et particulièrement les pays méditerranéens d'Europe ont intérêt politique et moral à manifester en toute indépendance, une volonté intelligente de respecter les identités des uns et des autres et de faire concourir aussi l'œcuménisme religieux au dialogue et à la paix.

Les peuples du Sud de la méditerranée pourraient y trouver une raison de plus de coopérer en fraternité.

Pétrole

Chine - Soudan

M. Liu Guijin, Représentant spécial de Pékin en mission au Soudan et au Sud-Soudan

appelle les deux pays à négocier sur la production et l'exportation de pétrole.

LA CONFERENCE DE DURBAN SUR LE CLIMAT

ÉCHEC OU PROGRÈS ?

Tous les pays du monde viennent de décider à Durban de mettre au point puis adopter un accord international contraignant en matière de lutte contre le changement climatique, au plus tard en 2015, pour une entrée en vigueur en 2020.

C'est sur cette déclaration d'intention que vient de s'achever la 17^{ème} conférence des partis à la Convention des Nations-Unies sur le Changement Climatique (CNUCC). Les gouvernements assurent que c'est un succès. Les

écologistes considèrent que c'est un échec.

Le cadre général à ce jour

La Convention des Nations-Unies sur le Changement Climatique (CNUCC) adoptée en 1992 à Rio de Janeiro, au « Sommet de la Terre », visait à limiter la production de gaz à effet de serre. Un premier acte concret d'application collective est intervenu en 2001, lorsque 38 pays développés ont signé le protocole de Kyoto, dans lequel ils s'engageaient à réduire globalement de 5% avant 2015, leurs émissions de gaz à effet de serre.



COP17/CMP7
UNITED NATIONS
CLIMATE CHANGE CONFERENCE 2011
DURBAN, SOUTH AFRICA

Mais ce protocole était insuffisant car parmi ceux qui l'ont signé, les Etats-Unis principal émetteur ne l'ont pas ratifié, tandis que la majorité des pays du monde, dont la Chine et l'Inde, n'y avaient pas adhéré. Il s'achève le 31 décembre 2012, et le fait que les 37 pays qui l'avaient ratifié, soient disposés à le prolonger jusqu'en 2017 ne constitue pas en l'état une avancée /...

La conférence de Durban sur le climat : échec ou progrès ?

majeure. Durban a d'ailleurs permis de souligner à quel point il importe que tous les pays s'engagent également sur des objectifs concrets. On sait que le premier d'entre eux n'a été précisé qu'en 2010 à la Conférence de Cancun au Mexique, où il a été indiqué qu'il fallait éviter que le réchauffement climatique dépasse 2° Celsius par rapport à l'ère préindustrielle.

Le traité international annoncé à Durban pour avant 2015, devrait permettre de convenir de mesures à la fois concrètes et contraignantes dans ce sens.

La question des financements internationaux

Une question fondamentale est celle des financements internationaux nécessaires pour soutenir une action concertée dans le monde et en particulier pour permettre aux pays en voie de développement de limiter leurs émissions de gaz à effet de serre, sans limiter leur croissance.

La conférence de Copenhague en 2009 a évoqué la nécessité de collecter à cette fin 100 milliards

de dollars par an, aussi bien à travers des contributions classiques qu'à travers des financements innovants, comme certaines taxes sur les transports aériens et maritimes polluants ou comme la taxe sur les transactions financières, que le G20 de Cannes en octobre 2011 a envisagé à nouveau sans parvenir à une décision. Il reste qu'en matière financière,

la conférence de Copenhague a aussi convenu d'un « financement précoce », fondé sur des engagements volontaires qui devraient permettre d'atteindre immédiatement une enveloppe annuelle de 20 milliards de dollars par an : certains pays, dont la France, ont depuis précisé et confirmé ces engagements d'urgence, d'autres non.

L'Union européenne, les émergents et les pays en développement

- L'Union européenne a annoncé sa volonté de parvenir à un objectif de diminution de 20% des

émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020. Mais elle souhaite plus largement que l'ensemble des pays de la planète, à commencer par les États-Unis, la Chine, l'Inde et les autres pays émergents se disposent à entrer dans un grand traité international. C'est en fait l'esprit de la déclaration de Durban.

« une question fondamentale est celle des financements internationaux nécessaires pour soutenir une action concertée »

des émergents et en communauté d'esprit avec eux malgré leurs différences, fait valoir la nécessité de calculer les engagements de chaque pays a proportion du nombre d'habitants et des émissions de gaz à effet de serre par tête d'habitant. Elle souligne que dans ce contexte, bien qu'elle soit globalement au deuxième rang des pays émetteur après les États-Unis, elle se situe à un niveau quatre fois inférieur à celui des pays les plus industrialisés.

- Le souci des pays en voie de développement est de ne pas

avoir à subir une forme de limitation universelle qui aurait pour effet de freiner leur développement industriel et d'accroître encore le fossé qui les sépare des pays développés. Ils souhaitent pour la plupart que des soutiens financiers internationaux, nécessaires à la réorientation de leur production puissent leur permettre de tenir les engagements qu'ils seraient amenés à prendre dans des accords internationaux. Cependant certains d'entre eux, qui ont peu de population et disposent d'un territoire naturellement riche aussi bien en ressources minières qu'en diversité biologique, ne demandent pas d'aide financière mais peuvent légitimement s'attendre à un partage des connaissances technologiques leur permettant d'orienter au mieux leur développement. C'est le cas de quelques pays d'Afrique équatoriale, à la fois producteurs de pétrole et détenteurs d'une grande forêt primaire, parmi lesquels se distingue le Gabon, dont le Chef d'État, M. Ali Bongo Ondimba a présenté à Durban, à titre national, un plan climat de très grande qualité.



3 questions à

Louis Dominici

Alors que se tient la conférence de Durban sur le réchauffement climatique, l'Afrique paraît-elle en mesure d'apporter une contribution importante à la lutte contre le réchauffement ?

La lettre de l'Afrique :

Alors que se tient la conférence de Durban sur le réchauffement climatique, l'Afrique paraît-elle en mesure d'apporter une contribution importante à la lutte contre le réchauffement ?

L. Dominici :

Le fait est que l'Afrique, peu industrialisée à l'exception de l'Afrique du sud et d'une partie du nord du continent, émet relativement peu de gaz à effet de serre, et n'est pas responsable au premier chef de la concentration croissante de ces gaz dans l'atmosphère terrestre. De plus, l'Afrique équatoriale est couverte par une grande forêt primaire, capable de stocker d'énormes quantités de carbone et donc de les soustraire aux gaz à effets de serre produits par les activités humaines. L'Afrique est ainsi en position favorable à cet égard. Mais la question qui se pose pour

elle, est de savoir comment assurer son développement économique et social, sans entrer dans le camp des grands pollueurs de l'atmosphère terrestre.

LLA : Comment l'Afrique pourrait-elle progresser dans cet esprit ?

L. Dominici :

D'abord en utilisant de manière positive pour l'environnement ses atouts naturels. Ils sont différents selon les régions : ici la préservation et la gestion durable des grands forêts ; là l'exploitation des ressources en eau tant pour l'énergie que pour l'agriculture et l'élevage ; là enfin la production d'énergie de source solaire ou éolienne à usage national ou à des fins d'exportation. Enfin, pour la création de l'industrie moderne doit ils ont besoin, les pays africains devraient pouvoir bénéficier de transferts de technologie adéquats, et pour beaucoup d'entre eux de finan-

cements favorables facilitant l'usage effectif de ces technologies.

LLA : Les pas africains sont-ils ouverts à des accords internationaux contraignants ?

L. Dominici :

Pas moins que les autres pays du monde, mais pas davantage. Comme la plupart des pays du sud, ils peuvent craindre que les accords internationaux leur imposent des règles et des calendriers qui ne tiendraient pas compte de leur retard en matière de développement, et qui risqueraient de les placer sous le contrôle des grandes puissances. Ils voudront donc négocier avec soin, notamment tout ce qui concerne le développement industriel. En attendant, beaucoup de pays africains peuvent avancer unilatéralement à titre national, sur une mise en valeur harmonieuse de leur territoire.

PRESIDENCIELLE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

L'élection présidentielle du 28 novembre, couplée le même jour avec les élections législatives, s'est achevée par la victoire du Président sortant Joseph Kabila. Les incidents et les contestations qui ont marqué cette élection montrent que le vainqueur aura fort à faire pour ramener la paix dans les esprits et relancer le développement. Le pays est en fait entré dans une nouvelle période à haut risque. Les capitales occidentales s'efforcent d'éviter une évolution dramatique.



L'élection présidentielle

Il s'agit d'une élection à un seul tour, qui a eu lieu comme prévu le 28 novembre. Elle opposait le Président Kabila, à une série de candidats, dont notamment son principal rival

Etienne Tshisekédi, ainsi qu'au moins deux chefs de partis importants, Vital Kamehere (UNC) et Kengo Wa Nondo (UFC). La campagne a été vive et entrecoupée de violences. L'opposition a accusé le Président d'utiliser l'appareil d'état à son seul avantage, de dresser des obstacles aux déplacements et aux réunions des opposants, de favoriser la fraude, et de provoquer ainsi des affrontements. Le gouvernement a rejeté l'accusation sur les opposants.

Le vote s'est déroulé dans un certain désordre : listes souvent incomplètes, bureaux de votes parfois fermés ou manquant de bulletins, urnes bourrées, climat de violence. Une forte majorité des 32 millions d'électeurs que compte le pays s'est cependant rendu aux urnes.

Le dépouillement, conduit et centralisé par la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a pris plus de temps que prévu : l'annonce formelle des résultats, initialement fixée au 6 décembre a été reportée au 8 décembre, puis encore une fois retardée, jusqu'à ce que la Commission souligne que le Président sortant était réélu avec une confortable avance de plus de deux millions de voix d'avance sur son principal rival.

Cette issue logique, en raison de la relative cohésion des partisans du Président Kabila et de la dispersion de l'opposition, ainsi que de l'avantage que procure dans ce contexte au Président sortant une élection à un seul tour, a été finalement confirmée.

Des lendemains d'élections à hauts risques

Cette élection difficile, contestée avant même le scrutin et plus encore aujourd'hui, ouvre une nouvelle période de tension politique, aggravée par la pauvreté des populations, notamment dans la très grande ville de Kinshasa, 10 millions d'habitants, où la forte croissance économique (plus de 6% par an) n'est cependant pas parvenue à réduire le problème de chômage et de son cortège de maux.



L'opposition, qui est majoritaire à Kinshasa, va tenter d'en tirer parti, tout en continuant de réclamer l'annulation de l'élection, et en cherchant à obtenir dans ce sens des soutiens extérieurs auprès des grandes puissances. Les démarches qu'elle a effectuées, notamment en direction des États-Unis et des principaux pays européens, n'ont pas eu la suite escomptée. En effet, les capitales occidentales ne croient pas que Tshisekédi ait obtenu le score qu'il revendique.

De plus, Washington, Bruxelles et les autres, considèrent que le Président Kabila est mieux placé que son rival, en raison de ses fonctions comme dans l'esprit de la majorité des Congolais, pour éviter des affrontements extrêmes dans l'Ouest et le centre du pays, qui viendraient s'ajouter de la manière la plus dangereuse aux troubles endémiques qui affectent l'Est du pays et que l'armée congolaise ne parvient pas à maîtriser depuis des années.

L'Organisation des Nations-Unies s'inquiète d'autant plus de ce risque, qu'elle est elle-même engagée depuis 2001, également à l'Est, avec une importante force de 20.000 hommes aujourd'hui, chargée de protéger les populations civiles, tandis que des experts, également envoyés par l'ONU, s'efforcent de repérer et de faire empêcher les trafics d'armes et l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Un grand pays, un enjeu stratégique

Peuplée de 66 millions d'âmes, sur un territoire de 2.350.000 Km² particulièrement riche en minerais (cuivre, zinc, cobalt, diamants et terres rares), la RDC est un pays aussi grand que stratégiquement situé. Traversé par le fleuve Congo, deuxième au monde par son débit, et possédant dans sa partie Nord l'une des plus vastes forêts équatoriales de la planète, le pays touche à l'Ouest l'océan atlantique et le Congo Brazzaville, au Nord la Centrafrique et le Soudan, à l'Est, dans la zone vitale des grands lacs, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, et au Sud la Zambie et l'Angola.

Il entretient d'autre part des relations économiques et politiques importantes aussi bien avec les États-Unis qu'avec la Chine, ainsi qu'avec la Belgique ancienne puissance coloniale. La République Démocratique du Congo+ est le pays francophone le plus grand et le plus peuplé d'Afrique.



Otwere et justice traditionnelle chez les Mbosi (Congo-Brazzaville)
Joseph Itoua, L'Harmattan, 2011

L'auteur découvre que l'institution suprême de la société Mbosi Oleo, Otwere, avait doté son peuple d'une civilisation dont il souligne le système de justice. Après avoir décrit l'organisation et le pouvoir de la justice traditionnelle Mbosi, Joseph Itoua décèle l'existence de deux Codes qui ordonnent et règlent deux grands domaines de la vie sociale, le Code de mariage et le Code de succession.

Les pays africains entre violence, espoir et reconstruction
Thierry-Marie Courau et Pierre Diarra, Karthala, 2011

Avec la globalisation, le continent africain est-il en voie de marginalisation ? La célébration des 50 ans d'indépendance a donné lieu en 2010 à une série de bilans et de promesses. Chercheurs et experts font ici le point sur les fonctionnements socio-économiques actuels du Continent. Ils rappellent la complexité des mutations socioculturelles, en soulignant l'urgence de la reconstruction.

Lesseps, le rêve des pharaons
Masse Danièle, Magellan, 2007

Relier la Méditerranée à la mer Rouge et l'Orient à l'Occident était un rêve déjà caressé par les pharaons. Le projet d'un canal, partiellement réalisé au cours des siècles, fut accompli par un homme hors du commun : Ferdinand de Lesseps. Diplôme de formation mais surtout entrepreneur génial, il sut aller au bout de son rêve malgré les nombreux obstacles semés sur sa route. Il lui fallut quinze ans de lutte acharnée pour arriver à ses fins.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Union africaine

- 11 décembre : le Président de la Commission de l'Union Africaine (UA) Jean Ping entame une tournée qui doit le conduire aussi en Libye et au Niger. Il est accompagné par le commissaire de l'UA à la paix et à la sécurité, M. Ramtane Lamamra. Il s'agit d'examiner les conséquences des événements de Libye, pour la Libye comme pour la région.

Afrique du Nord

Maroc :

- 25 novembre : le Parti de la Justice et de la Démocratie (islamistes modérés) obtient 107 sièges sur 395 au Parlement.
- 28 novembre, le chef du PJD, M. Abdelilah Ben Kirane est nommé premier ministre par le Roi et se prépare à former un gouvernement de coalition avec notamment l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) dirigé par M. Abdewahed Radi.

Égypte :

- 4 décembre : la haute commission électorale annonce que les listes des partis islamistes, dont les Frères Musulmans, en tête, ont remporté 65% des voix au premier tour des législatives. Le deuxième tour aura lieu le 10 janvier 2012. Mais les partis islamistes sont déjà assurés de la majorité au Parlement.

Tunisie :

- 12 décembre : M. Moncef Marzoki, 66 ans, est élu Président de la République Tunisienne par l'Assemblée constituante. Cette élection résulte d'un accord au sein de la troïka majoritaire. Il est prévu que le chef du gouvernement serait choisi au sein de la principale formation de cette majorité : le parti islamiste ENNAHDA.

Afrique Sub-saharienne

Côte d'Ivoire :

- 29 novembre : transfert du Président Gbagbo à La Haye où il a été inculpé par la Cour Pénale Internationale en tant que « co-auteur indirect » de crime contre l'humanité.
- 11 décembre : Législatives ivoiriennes. Peu d'incidents, faible participation, victoire annoncée de la coalition présidentielle

Gabon :

- 17 décembre : élections législatives. Le Parti Démocratique Gabonais soutien du chef de l'État, à toutes les chances d'emporter la majorité devant une opposition divisée.



4e SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDE

PROMOTE 2011
3-11 décembre 2011
Palais des Congrès de Yaoundé - Cameroun

Avec la 3ème édition en 2008, PROMOTE est devenu le plus grand rassemblement économique en Afrique Centrale. Plus de 1.000 exposants, d'une trentaine de pays, de tous les continents, et plus de 120.000 visiteurs, de toutes les conditions, sont, une nouvelle fois, attendus en 2011.

Le Secrétariat Général de PROMOTE fonctionne sans interruption d'une édition à l'autre et se tient donc à votre disposition pour tous renseignements utiles et reçoit, avec intérêt, toutes les propositions et suggestions concernant des partenariats, des animations, des actes citoyens pouvant s'exprimer ou se réaliser dans le cadre de PROMOTE.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.